

Scènes de la vie parisienne

Posté le : 17 septembre 2014 10:48 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur, Attitudes

Diverses comédies politiciennes suivent leur cours et quelques politiciens comédiens font leur cour. Les médias bruissent d'une agitation totalement décalée des préoccupations des Français : ils ont vu leur feuille d'impôts ! Des augmentations de 20 à 40% sur toute l'échelle des revenus ! Le coup de matraque n'avait pas été claironné. On a attendu que les tondues le soient pour qu'ils réalisent. Le coup de rabet touche toutes les classes de la population, pas seulement les riches. On interroge à la sortie des centres d'impôt où des centaines de milliers de Français viennent demander des conditions pour payer cette augmentation inouïe. On leur avait dit que seuls les riches paieraient et qu'on leur ferait vite un cadeau à 4.5 milliards d'Euros. Les voilà obligés à réduire un train de vie déjà étrié par 7 ans de crise. On leur offre quelques frondeurs pour ne pas décourager totalement le vote socialiste. Cela ne suffira pas car ils savent bien qu'il n'y a rien à attendre de la gauche de la gauche. Les riches eux font leurs comptes : la hausse est prodigieuse et il n'y a plus aucune marge de manœuvre. Quoiqu'ils fassent, ils sont coincés. X qui payait 50.000 Euros en 2007, 80.000 en 2012 se retrouve avec 120.000 Euros d'impôts. Alors qu'il est retraité et que son revenu n'a pas changé ! Comment est-ce possible ? Très simple : il pioche dans son épargne pour payer les impôts. Casser son épargne crée de la plus value. La plus value est intégrée dans l'IR. Il recasse de l'épargne etc. Les plus riches s'en sortent mieux ! ils partent ou ils empruntent. Emprunter coûte moins cher que payer la plus value sur la cession d'un bien. Alors que le pays est surendetté...

La classe moyenne cherche à vendre les biens immobiliers trop coûteux pour leur nouveau revenu disponible amputé. Il n'y a pas d'acheteur ou à des prix cassés. A Paris la location de bureaux s'effondre mais les trois taxes sur le capital (taxe sur les bureaux, taxes foncières, taxe d'habitation) ont doublé ces dernières années grâce à Delanoë et Hidalgo. Il faut payer sans revenu. Donc il faut vendre et personne n'achète. Lorsqu'il ne reste qu'à peine 30% du revenu gagné, toute hausse de la fiscalité fait baisser le revenu disponible avec un effet multiplicateur. Si vous payez 65 et que vous payez 75, sur un revenu de 100, votre revenu disponible est passé de 35 à 25. Une baisse d'un tiers.

Pour répondre à la haine fiscale qui gagne le pays et se retourne contre "les élites", pour simplifier "les Enarques qui ont capturé le pouvoir et qui ne pensent qu'en terme de dépenses publiques et d'impôts", le gouvernement en vient à donner des explications dont il ne voit même pas le cynisme. "La perte de recette est due à la moindre inflation que prévue". Qu'est-ce que l'inflation ? Un impôt déguisé. Elle ampute directement le revenu réel. Alors on vous dit : "cet impôt là n'a pas marché, il va falloir compenser par un impôt non masqué". D'autant que l'inflation fait marcher la progressivité : une croissance purement nominale de votre revenu fait jouer la progressivité. On a perdu l'impôt caché plus la progressivité cachée. Du coup la non-revalorisation des tranches de l'IR ne produit pas l'effet prévu. Zut alors ! Caramba encore raté ! Si on ne peut plus voler les gens sans qu'ils s'en rendent compte !

Au global cinq années de hausses continuelles des taux d'imposition aboutissent à une impasse : le déficit va croître à 4.4% d'un PIB qui comprend une grande part de dépenses publiques. En fait l'impasse budgétaire représente près de 10% de la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand non financier et la dépense publique près 100% de cette même valeur. La dette publique, elle, en représente désormais à peu près 200%. Cela signifie que l'entreprise ne peut plus rien pour une France naufragée qui dévore désormais sa richesse accumulée et réduit sa population à une pauvreté aggravée.

La "politique de l'offre" est un nuage de poudre de perlimpinpin. Même si l'entreprise générerait par on ne sait quel miracle 10% de revenu en plus (on n'est toujours pas aux chiffres de 2007 en 2014), il faudrait qu'il soit intégralement capté par l'impôt pour simplement ne pas augmenter la dette. Et une toute petite variation du taux moyen de la dette éliminerait tout cet effort. Autant dire que les propos merveilleux sur une hausse du pouvoir d'achat sont ce qu'ils sont : des bobards pour imbéciles heureux. Il paraît qu'il y en aurait encore 13% en France !

Comme le dit avec beaucoup de justesse le socialiste Le Guen, cumulard devant l'éternel, enrichi par son passage à la MNEF mise en coupe réglée par cet ancien créateur de l'UNEF ID, en liaison avec DSK et Cambadélis, de fâcheuse mémoire, et redressé de 50.000 Euros pour une sous-évaluation massive de la valeur des biens immobiliers qu'il a accumulé à Paris, en ne faisant que de la politique : "Le PS va s'en sortir en faisant de la politique. Hollande va faire de la politique. Nous allons faire de la politique". Du coup les Parisiens sont bien contents : ils vont découvrir la politique participative à la Ségolène. Ils pourront choisir comment dépenser 430 millions d'Euros. Chouette ! La dépense publique n'a pas d'importance : la révolution participative permettra au citoyen d'en être le complice. On est sauvé.

Le PS déjouera la malédiction électorale en mettant deux fers au feu en même temps : le gouvernement et de prétendus "frondeurs qui sauvent l'honneur de la gauche" et auxquels les socialistes de médias comme un dénommé Ruquier donnent de la résonance. Vive la politique !

Pendant ce temps là tout est arrêté en France. Tout se délite entre sinistrose et abus divers. La glissade tourne à l'effondrement.

Prenons les mastodontes quasi publics.

France-Telecom, ancien monopole public et qui reste sous la coupe des mêmes, en dépit des changements de statuts. C'est devenu le champion du n'importe quoi robotisé. Plus personne dans l'entreprise ne comprend rien aux divers sous-systèmes emboîtés qui se sont accumulés en strates réfractaires. Dans les magasins : des jeunes issus de la "diversité" (c'est moins cher) et des vieux recyclés (qui ne se sont pas encore suicidés). Ils vendent des contrats qu'ils ne comprennent pas et n'ont aucun pouvoir. Ils doivent appeler le même numéro que les clients pour obtenir des corrections et des remises en place. Ils n'ont même pas le pouvoir d'encaisser l'argent des clients. Ils sont tenanciers de show-rooms. Et le spectacle n'est pas triste. Il suffit de s'asseoir et d'entendre les jérémiades des clients pour se rendre compte du malaise. Les pauvres épaves électroniques qui s'échouent là après avoir pris leur numéro comme à la sécurité sociale vont perdre des heures pour rien sinon la compassion du personnel qui va pleurer avec eux sur la "fin du service public".

Juste une histoire comme ça, en passant. Ce "client" s'était vu proposer en avril 2014 de fusionner son contrat de portable et sa ligne ADSL pour un "forfait avantageux", permettant le passage à la fibre. De visites préparatoires en visites sans résultats, le nouvel internet sous fibre optique n'a été mis en place qu'en juillet : quatre mois tout de même. On n'a pas précisé au client que toutes les options contractuelles et techniques précédentes étaient à reconfigurer. Par exemple; le prélèvement automatique s'est trouvé supprimé sans qu'on demande d'en souscrire l'option dans le nouveau contrat. Comme la mise en service a été décalée, la facture n'arrive qu'en plein mois d'Août, pendant les vacances. Quinze jours après le contrat est coupé et le vacancier se retrouve sans téléphone portable et sans internet ! Il pensait que le prélèvement se ferait automatiquement et n'a pas cru devoir faire suivre le courrier Orange. Il faut dire qu'un peu plus tôt son téléphone s'était trouvé arrêté parce que le changement de contrat supposait une réinitialisation technique qui avait été simplement omise. Plus tard il est apparu que rien ne marchait à l'étranger. Il fallait à nouveau remettre des paramètres techniques oubliés. Pire la ligne internet rétablie est constamment perturbée par des "réinitialisations de la liaison". L'avantage de vitesse s'avère nul. Le client a compté 16

"réinitialisations" en 1 heure. La fibre doit être pliée quelque part ! Il n'est pas vraiment content, le "client". Surtout qu'il s'agit d'un contrat pro. Il pensait être servi plus vite à son agence de la rue de Rennes. Mais "le système de priorité est arrêté quand il y a trop de monde pour éviter les émeutes". Quand dix personnes attendent depuis une heure, elles deviennent un peu nerveuses quand on leur passe devant. Humain. De toute façon le préposé ne peut rien pour le client. Il faudra qu'il appelle tel numéro, en faisant bien attention aux horaires et en se munissant de ceci et de cela. Il pourra ainsi régler sa dette et voir ses services rétablis. "Nous, on ne peut rien". Pour les "réinitialisations pénalisantes", il faudra rappeler un autre numéro. Vous savez, ces systèmes à réponse vocale qui vous demandent des tas de trucs dont votre numéro de ligne pour faire tourner le compteur des numéros surtaxés, et finissent par vous passer une téléopérateur dont la première question est : "quel est votre numéro de téléphone". Notons que tout cela doit se faire au téléphone et qu'on vous a coupé le téléphone.

Autre exemple : EDF. Ce mastodonte monopolistique dont les salariés se sont vu octroyer 1% de la facture des "usagers", et des conditions annexes totalement abusives qui sont un des scandales Français, considère qu'il a le droit de facturer des estimations de consommation maintenant qu'il ne vient plus relever les compteurs. Alors les clients se retrouvent tout soudain avec des factures monstrueuses. 3.500 Euros par exemple pour une maison de vacances utilisée deux mois par an. Appel pour contester la facture. Engagement est pris par un "téléconseiller" (non il ne s'agit pas de l'ORTF) de ne pas prélever la somme avant une visite contradictoire. Cause toujours : le prélèvement est fait aussitôt qui met le client en défaut bancaire avec blocage de son compte et signalement à la Banque de France. On va droit à l'interdiction bancaire. De crise d'hystérie téléphonique avec robots intercalés en crise d'hystérie téléphonique, sans robots intercalés, le rendez-vous finit par arriver. A quelle heure : "entre 8 heure et 12 heures". Vous n'avez qu'à prendre un jour de congé. Normal puisque vous allez dans votre maison de vacances. Au final c'est bien une erreur. La facture n'est que de quelques dizaines d'euros !

- "On s'excuse M'sieur".
- "Le remboursement ?"
- "Cela se fera ne vous inquiétez pas".
- "Quand"?
- "Ah ça " ! ...

Les mauvais esprits diront qu'au moins EDF produit de l'électricité. Les abus sont les mêmes à Gaz de France et ces gens là ne produisent rien, sinon quelques explosions d'immeubles qui ravagent de temps à autres des familles incrédules. Tiens, il vient de s'en produire une à Paris. Quelques morts, quelques blessés graves, quelques familles traumatisées à vie. Quelle importance ?

Dernière aventure : une jeune femme est soudain inquiète pour son œil. Une douleur atroce. Elle est "en région" (on ne dit plus "en province"). L'ophtalmo le plus proche donne des rendez-vous à 3 mois et conseille d'aller aux urgences. Oui mais lesquelles ?

- "Vous avez le choix Nantes ou Paris, je ne vous conseille pas Saint Malo : ils ne sont pas bons !"

Appel aux Quinze Vingt à Paris. Réponse : on vous attend. En attendant il faut trouver un train. Pas de chance : le trafic Dol-Rennes est coupé. Pourquoi ? Nul ne sait. La SNCF n'a pas à donner de prétexte. Cette ligne est coupée de façon régulière sans qu'on ne sache jamais pourquoi, sauf si une voiture s'est fait amochée à un passage à niveau mal fichu ou si le groupe de Roms voleurs de cuivre a été arrêté sur le fait (et si on lit le journal local). Vite trouver quelqu'un pour vous emmener à Rennes en voiture. A Rennes, le train a trois quart d'heures de retard. Toujours pour les mêmes raisons indéterminées. Heureusement qu'on a encore le droit de prendre sa voiture. Mais là Paris

c'est trop loin pour demander cela à un voisin. Alors on attend. A 23 heures arrivée aux 15/20. Suivent 5 heures de salles d'attente. Il n'y a pas de place assise. Va pour une attente assis par terre au milieu d'une population presque intégralement immigrée ! L'interne le dit en riant : "nous sommes un hôpital africain" ! Prélèvement dans l'œil : c'est bien une grosse infection sous la cornée, gravissime. L'œil risque d'être perdu.

- "Il faut attendre le résultat des cultures pour connaître le germe. Je vous prends un rendez-vous avec un médecin de jour pour demain après midi. Il verra avec les résultats en main".

- "Et qu'est ce que je fais maintenant ?"

- "Vous rentrez chez vous et revenez demain".

- "Mais je couche où ? Je n'habite pas à Paris".

- "C'est votre problème. On ne fait pas hôtel".

Il est quatre heures du matin ! Un parent compatissant fera l'effort d'aller chercher la malade, épuisée de douleur, d'inquiétude et achevée par les tribulations. Le lendemain matin coup de téléphone du médecin avec lequel le RV a été pris.

- "J'annule le RV. Allez voir un médecin de ville".

La bataille commence. Appel au laboratoire pour connaître les résultats.

- "Nous ne les donnons qu'à un médecin".

Quelques hurlements plus tard :

- "C'est une amibe. C'est très grave. Venez immédiatement aux urgences".

Retour aux urgences. Six heures d'attente. Toujours pas de place assise. Pas de déjeuner. Bonne nouvelle, ce n'est pas une amibe. "La bactérie a des poils c'est pour cela qu'ils se sont trompés". Cela reste très grave.

- "Avec l'amibe l'œil aurait déjà été perdu. On va pouvoir essayer de sauver l'œil mais le traitement est très contraignant. Il faut vous hospitaliser pour quatre ou cinq jours. J'appelle."

- "Comment cela , il est impossible d'hospitaliser mon malade ? Rien à faire ?".

Non il n'ya rien à faire. Alors "caltez volaille".

- "On vous donnera demain matin le collyre correspondant à la bactérie. Revenez le chercher et vous vous appliquerez le traitement vous-même : toutes les deux heures, dans l'œil, de jour comme de nuit pendant six jours. Bon courage".

Heureusement la patiente avait de la famille à Paris. Sinon quoi ?

L'œil sera finalement sauvé. La facture EDF sera finalement régularisée. Les lignes Orange seront finalement restaurées. La ligne Internet sur la fibre coupe toujours toutes les 30 à quarante secondes. Le technicien ne comprend pas.

- "Tout est correct pour moi".

Tout va très bien Madame la Marquise.

Ce matin, en plein centre de Paris, une altercation vient d'avoir lieu avec un clochard qui a traité un employé de magasin, noir lui aussi, mais pas dans le même sens, de "gros trou du cul négroïde". Ce

dernier lui a collé une baffé appuyée. Le clochard est en train d'appeler la police avec son téléphone portable (sic) ! Il faut dire que son "agresseur" travaille dans un magasin dans l'entrée duquel le clochard vient d'exprimer toute sa vessie vineuse. Au même endroit la police arrêtera dans l'après midi trois trafiquants de drogue. Ils étaient suivis et on attendait le flagrant délit. Un peu plus tard cela s'énerve devant la maternelle proche. Il y a du mou dans le périscolaire (un joli titre de roman). Il a fallu rechercher les enfants en quittant le travail trop tôt. Cela grogne sur les trottoirs. Pauvres trottoirs : ils sont couverts des déjections des clochards, des mégots des clients des boutiques , et de tout ce qu'on voudra. Cela fait des années que la propreté à Paris a été à peu près abandonnée. M. Delanoë, Maire honoraire, l'a constaté dès la fin de son mandat : "Je trouve Paris très sale" ! Le cynisme, il n'y a que cela de vrai.

Payer des impôts monstrueux, subir les dysfonctionnements continuels des molochs étatiques, vivre "dans la m..." au milieu des clodos et des délinquants de tout poil !

Allons ne vous plaignez pas : les vilains sont arrêtés, comme la bactérie tragique. Les désordres n'ont pas été complètement réparés mais dans quelques semaines peut-être... et votre enfant finira par savoir lire et écrire si l'enseignante n'est pas adepte de la méthode globale, interdite mais pratiquée malgré tout par des débiles mentales, et que vous y mettiez personnellement. "Do it yourself" est le slogan de l'époque. Peut-être même que la Banque de France ne vous mettra pas au fichier des incidents de paiement. Ce n'est pas joué mais avec un peu de patience !

- "C'est la banque . Ah oui, on a oublié de vous dire : on a cassé votre placement d'épargne pour payer la facture EDF".

- "Sans me le dire ?"

- "On a le droit Madame".

La banque a tous les droits : ruiner le pays par des placements indécents et tripoter vos comptes.

L'ennui c'est que ce vieux placement connaît une plus value de 200%. Cela rentrera dans le revenu de l'année d'après et le revenu exceptionnel passera dans la tranche maximale. 45+15.5, 60.5% d'impôt sur la plus value ! Salaud de riche !

Comment oserait-on se plaindre ? Avoir perdu le tiers de son revenu disponible, la moitié de son épargne et un peu de son temps, n'est finalement rien. L'œil a été sauvé (de peu et dans quelles conditions !) et cela seul compte.

Ce qu'il permet de voir n'est pas terrible.

Quel effondrement ! Que reste-t-il de la France sinon une trame usée jusqu'à la corde et qui menace de céder ?

Quo non descendat ?